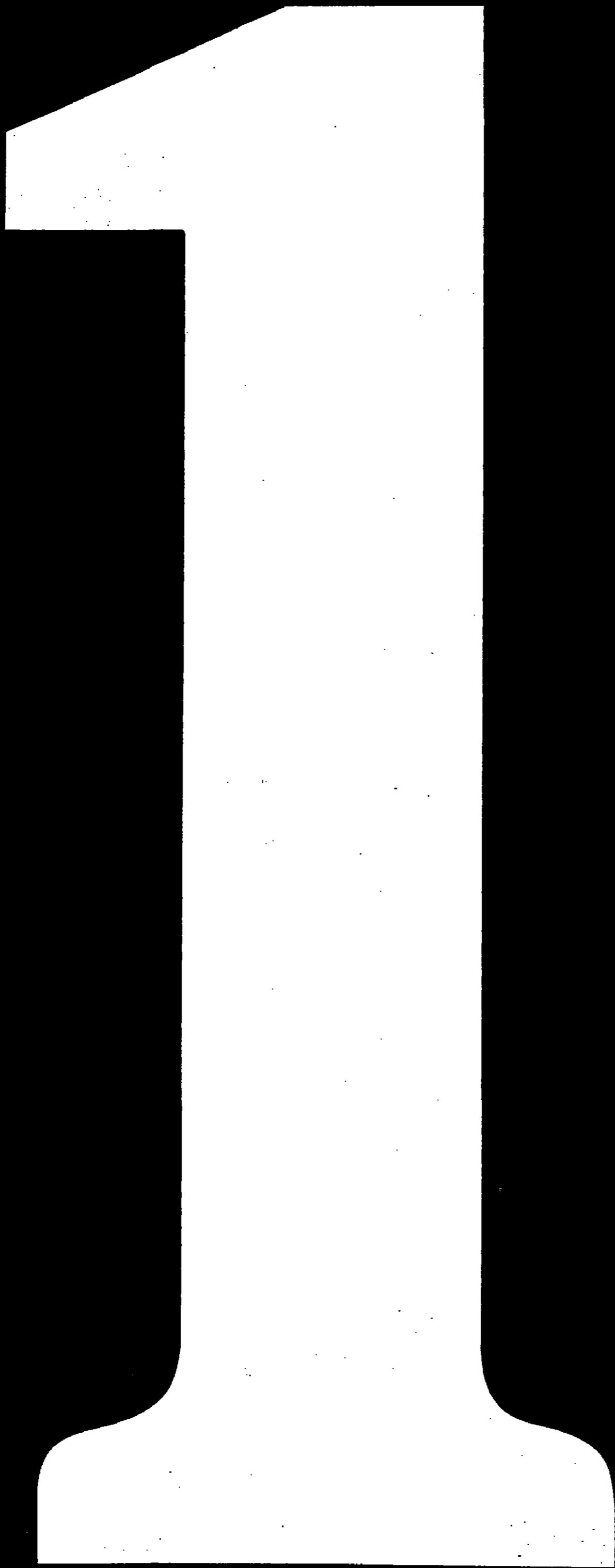


Ogilvy & Mather



هكذا من الأصل

Millard

Un rec

à s

1 Milliard de chiffre d'affaires annuel au bout de 4 ans.

Un record absolu.

La micro-informatique est une industrie où les records pleuvent. COMPAQ les fait exploser. Depuis son implantation fin 1984, COMPAQ France met sur le marché les micro-ordinateurs les plus performants. COMPAQ France choisit les meilleurs revendeurs. Aujourd'hui, le résultat est là : en 1988, 1 Milliard de francs de chiffre d'affaires annuel au bout de 4 ans seulement. C'est le record absolu de croissance interne dans l'informatique.

à suivre...

COMPAQ

à suivre.



Économie

BANQUES

Le Crédit local de France multiplie les opérations sophistiquées d'ingénierie financière

C'est dans le cadre prestigieux de la Pyramide du Louvre qu'à la mi-mai le Crédit Local de France (CLF) tiendra son assemblée générale et rendra compte de ses activités en 1988, et donc de son premier exercice en année pleine puisque cet établissement du groupe de la Caisse des dépôts a été créé en octobre 1987 pour prendre la relève de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (CAECL).

Banquier privilégié pendant longtemps des villes, départements et régions, comme des chambres consulaires ou des sociétés d'économie mixte, la CAECL puis le CLF se sont trouvés confrontés à un double phénomène *a priori* défavorable : la banalisation totale du réseau bancaire — ce qui a conduit les banques nationales, voire des institutions étrangères, à s'intéresser au nouveau marché que représentent les collectivités locales (1) — et la baisse des besoins d'emprunt de ces collectivités. En effet, ces derniers, qui s'élevaient à 61 milliards de francs en 1980 (en équivalent des francs d'aujourd'hui) et à 67 milliards l'an dernier. Les collectivités assurent elles-mêmes par autofinancement une part beaucoup plus importante de leurs investissements que par le passé.

« Et pourtant, en dépit de la concurrence et de la conjoncture, souligne M. Pierre Richard, président du directoire, le CLF a assuré, l'an dernier, 43 % du financement total à long terme des administrations publiques locales, ce qui représente le même pourcentage qu'à l'époque où existait la CAECL ».

L'ensemble des concours accordés en 1988 aura atteint 35,6 milliards au lieu de 33,6 en 1987. Mais les résultats nets de la banque, qui avoisinaient 600 millions de francs en 1987, ont dépassé, l'an dernier, à fiscalité comparable, 650 millions.

La banalisation du système bancaire et son décloisonnement se sont accompagnés d'une diversification et d'une sophistication de la gamme des produits financiers proposés aux clients locaux. Ainsi, les prêts à taux fixe, qui représentaient, en 1987, 46 % du total des concours, n'interviennent plus que pour 28 % ; 16 % des prêts sont désormais faits en ECU, la monnaie européenne. Parmi les collectivités locales, ce sont les départements qui semblent, selon M. Pierre Richard, plus novateurs que les villes ou les régions, puisque 67 % de leurs emprunts portent sur d'autres produits financiers

que le taux fixe ou même le taux révisable. Il reste que la clientèle de base (et la plus fidèle) du CLF demeure les communes.

Mais le CLF, au-delà de sa fonction traditionnelle de banquier, veut se présenter comme un organisme spécialiste d'ingénierie financière qui appréhende l'ensemble de la gestion, de la trésorerie et des finances d'une collectivité locale. Il s'est associé dans ce but à parité avec Indosuez à travers une filiale dénommée « Europrojet-Développement » qui organise le financement de grands projets d'infrastructure comme le métro de Toulouse, la liaison entre Orléans et Paris par métro léger, le pont de Normandie, la construction d'un nouveau tunnel à Marseille entre le Vieux-Port et le Prado et Eurodysséland.

Par ailleurs, le CLF a signé un accord avec le Crédit national pour mettre en place une société de capital-risque tournée vers les créateurs d'entreprise dans les technologies de pointe en développement.

Principal émetteur français

Comme par le passé, le marché obligataire national reste la principale source du CLF pour recueillir ses fonds (21,4 milliards de francs), mais, parallèlement, la banque a procédé à six émissions sur l'Euro-marché (dont cinq en ECU) pour une somme supérieure à 3 milliards de francs. De la sorte, le CLF est devenu le principal émetteur français sur l'Euro-marché et le troisième dans l'absolu après la Banque européenne d'investissement (BEI) et les Communautés européennes elles-mêmes.

Sans qu'il soit, pour le moment, question d'introduire en Bourse une fraction de son capital ou d'y faire entrer des collectivités locales elles-mêmes (2), le CLF, qui a le statut de société anonyme à conseil de surveillance et à directoire, cherche cependant à multiplier ses liens avec les institutions financières comparables qui existent dans les pays voi-

sins d'Europe. C'est ainsi qu'avec le Crédit communal de Belgique il est envisagé de créer une filiale commune pour lancer des opérations dans des pays tiers, au premier rang desquels les États-Unis.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Marché considérable puisqu'en 1988 les investissements des collectivités représentent 133 milliards de francs, en hausse de 7 % en volume par rapport à 1987.

(2) L'Etat détient 47,5 % du capital, la Caisse des Dépôts 25 %, le réseau des caisses d'épargne 7 %, les sociétés d'assurance et de retraite 6,4 %, les institutions financières étrangères 6,85 %. Le seul organisme qui représente d'une certaine manière le secteur privé est la Fédération nationale des travaux publics avec 2,85 %.

SOCIAL

Aménagement du temps de travail

La CFDT lance un avertissement au CNPF

La CFDT a adressé un avertissement au patronat à propos des négociations sur l'aménagement du temps de travail à l'issue de la réunion de son bureau national. S'exprimant devant la presse le 10 mars, M^{me} Nicole Notat, secrétaire générale adjointe de la CFDT, a souligné que son organisation voulait un accord « utile », offrant « un minimum de garanties sociales pour tous », avec des contreparties à l'aménagement du temps de travail en matière de durée du travail et de recul de la précarité. « La balle est dans le camp du patronat », a-t-elle affirmé en précisant que la CFDT prendrait sa décision de signer ou non le 24 mars.

« Si les conditions d'un accord n'étaient pas réunies, a lancé M^{me} Notat, la CFDT serait amenée à reconsidérer sa participation aux négociations sur les autres thèmes » (mobilité, conditions de travail, etc.).

Le secrétaire général de la CFDT, M. Jean Kasper, a insisté sur l'ambigü-

ration de la situation financière des entreprises en 1988. « Nous ne voulons pas tomber dans l'euphorie car la situation reste fragile. Mais nous voulons que l'emploi soit au cœur du débat économique et social. » Pour M. Kasper, « le gouvernement et le patronat commettraient de graves erreurs s'ils n'utilisaient pas les marges dégagées par les entreprises pour répondre aux revendications des organisations syndicales ».

Saisi « en appel » par dix syndicats de la santé de la région parisienne suspendus le 30 novembre dernier en raison des désaccords de leurs dirigeants, qualifiés de « moutons noirs », avec le fonctionnement de la CFDT, le bureau national a décidé, à l'unanimité moins une voix, de prononcer la radiation de ces syndicats. Leurs dirigeants, qui représentent entre deux mille et deux mille cinq cents adhérents, ont annoncé une manifestation de protestation le 16 mars devant la confédération. « La démocratie, c'est trop important pour qu'on la bafoue », a commenté M. Kasper. La fédération de la santé a été chargée d'engager dans les huit jours la procédure d'affiliation des nouveaux syndicats santé sociaux créés par les adhérents qui veulent rester à la CFDT et respecter ses règles de fonctionnement ».

● Incidents chez Chaffoteaux-Maury. — Un cadre de la société Chaffoteaux-Maury a eu le pied écrasé par le portail, lors d'incidents le 10 mars devant les grilles de l'usine de Ploufragan (Côtes-du-Nord). Une centaine de cadres et d'agents de maîtrise étaient venus à la demande de la direction pour remettre en route les chaînes de montage. Ils se sont heurtés à trois cents grévistes interdisant l'entrée de l'usine. Au lendemain du vote d'une majorité du personnel en faveur de la fin de la grève, la direction a indiqué, dans un communiqué, que la reprise du travail décidée pour le 13 mars marquerait la fin du conflit, les entraves à la liberté du travail ou les violences étant « immédiatement sanctionnées ». Enfin, le tribunal de grande instance de Saint-Brieuc a jugé, suite à un recours de la CGT, que le vote par correspondance organisé par la direction était légal.

REPÈRES

Conflits localisés

Forte remontée en 1988

Selon les premières indications du ministère du travail, le nombre de journées individuelles non travaillées à la suite de conflits localisés (dont intenses à un établissement) s'est élevé à 1 131 600 (sans tenir compte des conflits généralisés) en 1988 contre 511 600 en 1987, 726 700 en 1985 et 1 316 800 en 1984. Selon ces statistiques qui ne concernent pas la fonction publique, le nombre de journées non travaillées en moyenne mensuelle est de 84 300 contre 42 700 en 1987, 47 300 en 1986, 109 000 en 1984, 187 000 en 1982, 264 000 en 1979 et 338 000 en 1976. La remontée des conflits localisés est donc forte par rapport à 1987, mais le niveau reste sensiblement inférieur aux années antérieures à 1985 et très en deçà des années antérieures à 1980. En janvier 1989, le nombre de journées perdues à l'occasion de conflits localisés s'est élevé à 82 400 contre 109 000 en décembre 1988 et 27 500 en janvier 1988.

Balance des paiements

Déficit accru en RFA

Le déficit de la balance des paiements ouest-allemande a atteint 4,229 milliards de DM (14,3 milliards de francs) en janvier, contre 3,429 milliards de DM (11,3 milliards de francs) en décembre, selon les chiffres provisoires publiés vendredi 10 mars, par la banque centrale ouest-allemande.

La balance des capitaux à long terme est restée au même niveau qu'en décembre, avec des sorties de 8,8 milliards de DM contre 9,1 milliards de DM, un mois auparavant.

La Bundesbank note cependant une fuite accrue des capitaux vers les Bourses étrangères.

Au total, le déficit de la RFA sur le seul poste des placements en titres a atteint 11,2 milliards de DM, soit nettement plus qu'en décembre (8,7 milliards de DM).

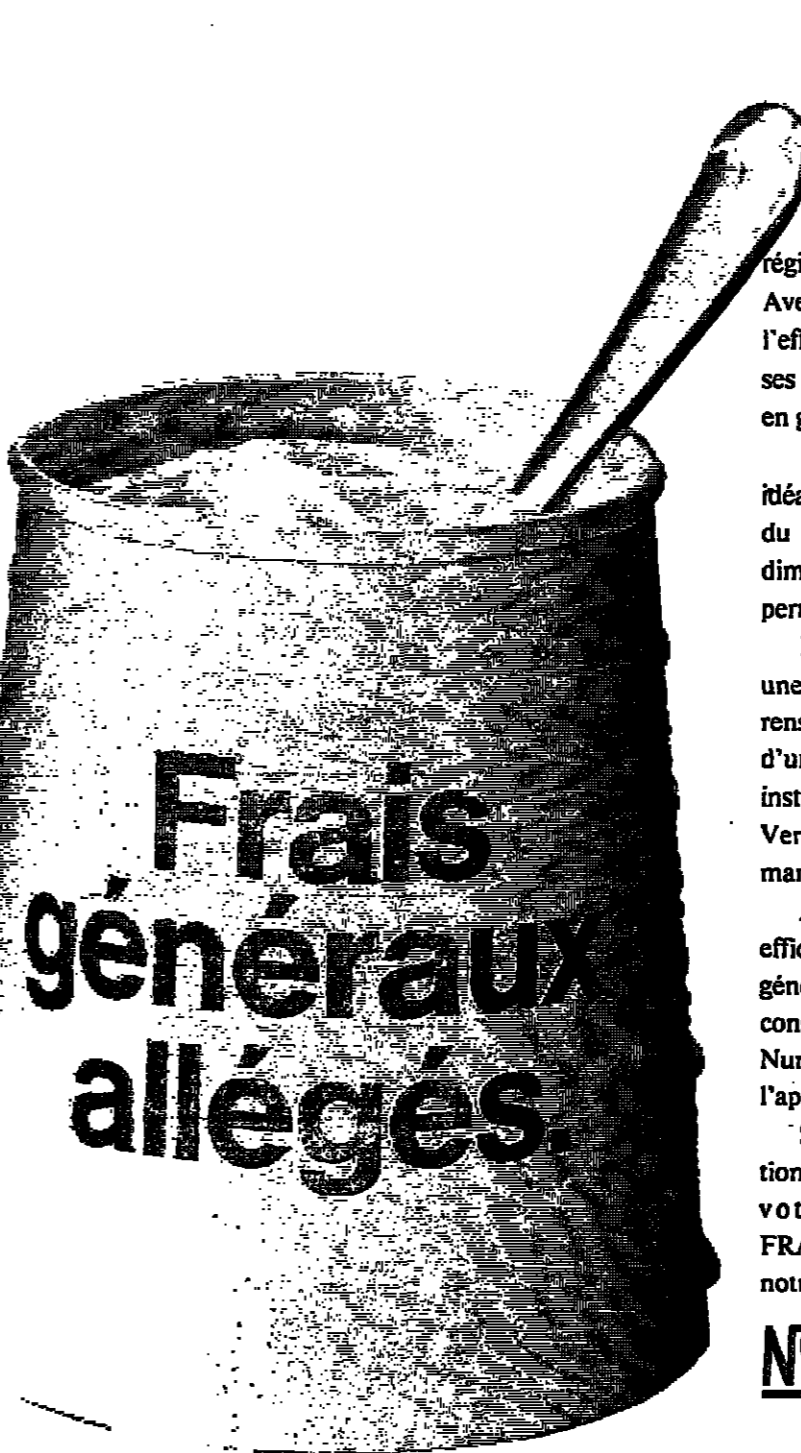
Les « petits clients » aussi...

Le Crédit local de France ne s'intéresse pas seulement aux grandes collectivités locales. Afin d'aider les petites communes de moins de deux mille habitants dans leur effort d'équipement, l'établissement met à leur disposition un produit financier adapté à leur situation particulière : le prêt simplifié d'équipement rural. Ce produit se veut simple, souple et facilement mobilisable. D'un montant qui peut aller jusqu'à

400 000 F, il est mis en place pour une durée de un à vingt ans à taux fixe ou révisable. Il est disponible dans un délai de quarante-huit heures sur simple demande par courrier ou par téléphone. Enfin, un tel prêt est exonéré des frais de dossier.

En 1988, le CLF a émis plus de 3 700 contrats de ce type pour un montant total de 730 millions de francs.

Avec le N° Vert les économies répondent à l'appel.



Avec le Numéro Vert, maîtrisez et réduisez vos frais de gestion.

Avec votre Numéro Vert, régime sur toute la ligne.

Avec un numéro qui améliore l'efficacité de ses services et réduit ses frais de gestion, l'entreprise est en grande forme.

Le Numéro Vert est la réponse idéale aux problèmes de gestion du personnel en déplacement. Il diminue les frais généraux et permet un meilleur contrôle.

Pour transmettre directement une commande, demander des renseignements sur la disponibilité d'un produit, ou recevoir des instructions urgentes, le Numéro Vert améliore nettement la performance de vos itinérants.

Avec des liaisons internes plus efficaces et plus rentables, les frais généraux de votre entreprise sont considérablement allégés. Avec le Numéro Vert, le succès répond à l'appel.

Si vous souhaitez des informations supplémentaires, contactez votre Agence Commerciale FRANCE TELECOM ou appelez notre Numéro Vert national :

N° Vert 05 00 00 01

FRANCE TELECOM

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Le sommet de La Haye sur l'environnement. 6 États-Unis : la candidature de M. Cheney au Sénat. URSS : grève dans le Haut-Karabakh. 7 Sahara occidental : le Polisario annonce une reprise des combats.	8 et 11 Le premier tour des élections municipales. 12 Les obsèques de Roger Patrice Pelet. « Livres politiques », par André Laurens. DATES 2 Il y a trente ans, le soulèvement de Lhassa.	13 Justice : la petite bombe du commissaire Jobic. Le juge des référés interdit à Jacques Chirac de poursuivre la diffusion de brochures électorales. 14 Boxe : Fabrice Benichou champion du monde.	16 Le quatorzième Festival du film d'humour à Chamrousse. Musique : « Le Théâtre noir », de R.-M. Schafer, à Liège. 15 Communication.	20 Nouveau plan américain en faveur de la dette des pays en voie de développement. 21 Le Crédit commercial de France multiplie les opérations d'ingénierie financière. 22 Revue des valeurs. 23 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements 2 Carnet 14 Météorologie 18 Mots croisés 18 Télévision 17 Spectacles 18	● Réservez vos séjours à la montagne SEJOUR ● Consultez les hauteurs de neige dans les stations CORUS ● Chaque matin le mini-journal de la rédaction JOUR ● L'actualité 24 heures sur 24 AFP 3615 taping LM

Le premier tour des élections municipales Bronca à Toulouse pour M. Rocard

TOULOUSE
de notre envoyé spécial

« Est-ce l'Espagne, en toi qui pousse un peu sa corne ? », chantait Claude Nougaro, à propos de la ville rose. M. Michel Rocard, vendredi 10 mars, a dû, en grimacant, se poser la question, face à la force de la « bronca » — digne d'une plaza de toros en ébullition — qu'il a reçue de la part d'une fraction du public, pour son dernier meeting du premier tour de la campagne municipale. Le premier ministre, accompagné de M. Lionel Jospin, ancien député de Haute-Garonne, et de trois autres membres du gouvernement, MM. Roger Fauroux, André Méric et Jean-Jacques Beylet, était venu soutenir M. Jacques Lévy, candidat socialiste, recordman de succès, face au maire de Toulouse, M. Dominique Baudis.

M. Rocard respectait ainsi la tradition, qui veut que les socialistes finissent à Toulouse leur campagne électorale, par un grand meeting chaleureux et coloré. De la couleur et de la chaleur, il y en eut. Toulouse, vendredi, était à mille lieux de la joie teintée d'émotion, qui avait, ainsi, marqué le dernier meeting de la dernière campagne électorale de la vie politique de M. François Mitterrand, pendant que le président-candidat faisait ses adieux à son public et saluait la génération à qui il passait le flambeau, celle des Rocard, Jospin.

Vendredi, MM. Jospin et Rocard étaient bien là. Mais ministres, cette fois. Et les mains dans le charbon, jusqu'aux coudes. Des manifestants à la voix puissante les attendaient, représentant un échantillon à peu près complet des catégories sociales qui ont pris de l'avance sur le calendrier d'un printemps chaud : enseignants, infirmières anesthésistes, travailleurs de l'automobile et aussi — puisqu'on est à Toulouse — de chez Dassault, inquiets des rumeurs de fermeture du site de Colomiers.

Les « Dassault », le premier ministre s'en souvient... Ils étaient hors des grilles du parc des expositions, mais aussi à l'intérieur de la salle, mêlés aux quelques milliers de personnes venues écouter les ora-

teurs. Première « bronca » quand arrivèrent les ministres et le candidat. Des enseignants infiltrés s'y sont mis aussi. Sifflements, cris. Dans ce barage roulant, il est hors de question de commencer le meeting.

Assis sur sa chaise, la mine furibarde, le premier ministre attend, pendant qu'on négocie. Finalement, M. Lévy monte à la tribune, accompagné d'un représentant des manifestants. Celui-ci, avec bien des difficultés, parvient à faire taire ses camarades, en échange de la promesse négociée avec M. Lévy, dit-il, d'un entretien avec le premier ministre.

De fait, M. Lévy peut parler, à peu près tranquillement. « La démocratie n'est pas quelque chose de facile, nous le savons ce soir », lance-t-il, mi-figue, mi-raisin. Le candidat exprime son espoir de mettre M. Baudis en ballottage, car, s'enflamme-t-il, « si nous mettons Baudis en ballottage, nous le battons parce que le montre aux pieds d'argile se sera effondré ! »

Les cris de « Lévy, Lévy », se mêlent aux sifflements de manifestants.

« La cause des Dassault est respectable »

Une silhouette aux cheveux gris bouclés s'approche du podium. « Ouh la la Jospin ! murmure une dame. Comme s'ils n'attendaient que ce signal, les artilleurs du fond de la salle lancent une nouvelle salve de hurlements, assez courte, presque une salve de bienvenue. Le ministre de l'éducation remercie les « Dassault » d'avoir respecté le meeting, les assure qu'ils ont « droit au dialogue, droit aux informations ».

Ceux-là sont provisoirement calmés. Passons aux autres. M. Jospin respire un grand coup, annonce qu'il va parler des problèmes de l'éducation. Un « ah ! », lourd de menace et d'impitoyable accueilli cette annonce. Une nouvelle fois, le ministre s'emploie avec force à convaincre du bien-fondé de sa démarche. Au passage, il rétorque à M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR — qui lui avait suggéré de s'asseoir à la même table pour discuter du problème — que « les banquettes de l'Assemblée nationale et

du Sénat » sont faites pour cela, quand les ministres et le candidat Des enseignants infiltrés s'y sont mis aussi. Sifflements, cris. Dans ce barage roulant, il est hors de question de commencer le meeting.

Dans la salle ce n'est pas la sérénité, mais enfin on s'entend parler. Souvent interrompu par des sifflements, M. Jospin peut aller au bout de son propos, parle de Toulouse, déclenche un feu nourri d'applaudissements en lançant : « Oui, nous avançons et Dominique Baudis recule ! Oui, il s'est replié sur Toulouse et nous, nous reconquerrons la région ! »

Enfin, le premier ministre grince les mâchoires qui mènent au podium. Les « Dassault » s'empourent. Salué par une bordée de cris et de sifflements qui parviennent, par bouffées, à couvrir les applaudissements, M. Rocard, impassible, commence à lire son discours. Quand les manifestants recommencent à crier, il s'arrête puis reprend qu'il a demandé au ministre de la défense de veiller personnellement à ce dossier.

Le calme relatif dans lequel il peut s'expliquer sur Colomiers ne fait que précéder la tempête. Progressivement, les manifestants reprennent leurs slogans, coupent ses développements de « on s'en fout ! », scandent : « Dassault, du fout ! ».

M. Rocard, qui, jusqu'alors, avait ignoré les interruptions, commence visiblement à en avoir par-dessus la tête. Il répond maintenant — et de plus en plus sèchement — finit par jeter, cinglant : « La cause des Dassault est respectable. Tâchez de rendre la lutte pour Dassault également respectable. »

Cela ne fait qu'exaspérer ses contradicteurs qui ne le laissent plus placer un mot. M. Rocard en arrive à la fin de son discours, après la philosophie des élections municipales, là où il devait parler de la nécessité du dialogue. Hugues, M. Rocard s'inquiète que « l'on ne s'écoute plus », menace : « Je vois là quelque chose se briser qui pourrait bien

l'être gravement », s'enflamme : « Rien, jamais, nulle part », ne le détourne de la recherche du dialogue, même quand la « courtoisie » minimale n'est pas respectée.

La courtoisie, on en est loin. Le vacarme est incessant. Le petit carré des manifestants — M. Rocard lui-même fixe le nombre de mécontents de tout poil à 30 % de la salle — fait du bruit comme dix mille. Plus que quelques feuillets avant la fin. Finalement, comme le torero dégoûté par un toro impossible va chercher à la barrière l'épée d'acier, pour abréger la faena et expédier son adversaire au plus vite, le premier ministre renonce, improvise une conclusion.

Un rapide salut, applaudissements et sifflements, le premier ministre sort par derrière. Les motards sont déjà sur leurs machines, les timounes noires démarrent. Un jeune homme hoche la tête : « Ils filent comme des voleurs ! »

Dans les couloirs du parc des expositions, des groupes rageurs se jettent leurs reproches au visage. M. Jospin est resté au milieu d'un groupe d'enseignants qui agitent leurs cartes d'électeurs.

Dehors, dans la nuit calme, un orateur à la voix posée rend compte aux « Dassault » silencieux de l'entretien d'une délegation avec un conseiller de M. Rocard. Cortes, aucune promesse n'a été faite, mais tout « n'est pas entièrement négatif », dit-il très tranquillement.

JEAN-LOUIS ANDRÉAN.

Comme le Monde l'indiquait dans ses éditions datées 5 et 6 mars, l'attention du groupe Dassault-Breguet est de rationaliser sa production pour diminuer ses coûts jugés, par ses clients, souvent trop élevés par rapport à ceux de la concurrence. La direction du groupe estime que cette rationalisation passe par un réaménagement de ses installations industrielles. Déjà, l'an dernier, quatre sites ont été fermés. Toujours dans cette perspective, l'usine de Toulouse-Colomiers, soit sept hectares et environ mille six cents salariés, est menacée de démantèlement (par le rapatriement de ses activités dans d'autres centres) ou de cession, totale ou partielle, à la société nationale Aérospatiale, qui n'est pas demandeur de l'opérateur. Un comité central d'entreprise est convoqué pour le 23 mars afin d'examiner le sort de l'usine de Colomiers.]

Réunis à Séville Les ministres de l'intérieur des Douze étudient des mesures pour assurer la sécurité communautaire

SÉVILLE
de notre envoyé spécial

L'Europe politique et économique avance plus vite que l'Europe de la sécurité. Comble progressivement ce déséquilibre était le principal objectif que s'était assigné le groupe de Douze formé des ministres de l'intérieur des Douze en se réunissant à Séville le jeudi 9 et le vendredi 10 mars. Une rencontre de caractère informel destinée à débroussailler le chemin avant la nouvelle réunion du groupe, formelle celle-là, les 11 et 12 mai à Madrid.

« Comment éviter que l'ouverture des frontières entre les Douze ne se traduise par davantage d'insécurité pour ses citoyens ? » Telle est, résumée par le ministre espagnol M. Corcuera, la question que se sont posée les participants à la réunion de Séville. La suppression des frontières intérieures de la Communauté n'est pas une fin en soi, mais un moyen de mettre les États aux frontières plus rigoureuses à la merci des faiblesses des pays moins bien organisés. Pour éviter cela, les douze ministres ont étudié à Séville les moyens d'« homogénéiser » les contrôles aux frontières extérieures de la Communauté.

Une police fédérale ?

La méthode retenue consiste dans un premier temps, selon l'expression de M. Corcuera, à « dresser un inventaire des risques nouveaux », relevant de la suppression des frontières intérieures. Et ensuite, à prévoir, pour les éviter, une série de mesures d'ordre policier, mais aussi législatif : harmonisation des conditions d'octroi de visas et de droit d'asile, convergence progressive entre les législations pénales des Douze. En liaison avec cet objectif, il s'agit, par ailleurs, de parvenir progressivement à une définition commune du « délit communautaire ».

taire », surtout dans les domaines du terrorisme, du trafic international de drogue et des délits économiques.

Si ce premier sujet ne semble pas avoir provoqué de grandes divergences au sein du groupe de Douze, chacun étant d'accord sur l'objectif d'ensemble, il n'en allait pas de même du second grand thème de discussion : la possible création par étapes d'un système de police fédérale européenne. Une vieille idée qu'avaient déjà avancée l'Italie et l'Allemagne fédérale et qu'approuve aujourd'hui l'Espagne en tant que présidente de la communauté. Ce projet suscite toutefois les réticences de certains pays, au premier rang desquels la Grande-Bretagne qui invoque le danger de créer une « nouvelle structure bureaucratique ». Le ministre britannique, M. Hurd, a d'ailleurs rappelé à Séville que son pays était favorable à une intensification de la collaboration entre les polices des Douze, mais opposé à l'idée d'un organisme de type supranational.

Pour contourner cet écueil, les partisans du projet ont choisi une approche pragmatique. Dans un premier temps, un secrétariat permanent du groupe de Douze sera mis sur pied. Un projet concret en ce sens sera élaboré par l'Espagne. Il devrait être ensuite définitivement approuvé par le groupe lors de la réunion de mai à Madrid.

Cet organisme nouveau aura pour tâche minimum d'assurer la continuité entre les différentes réunions. Mais il pourrait également être chargé de tâches de caractère plus exécutif comme la gestion d'une banque de données communes que les douze ministres de l'intérieur veulent désormais mettre progressivement sur pied. Si ce secrétariat permanent fait figure de plus petit dénominateur commun entre les Douze, il pourrait toutefois constituer, selon les plus « européens » d'entre eux, l'embryon de la future police européenne.

THIERRY MALINIAK.

Après les sanctions infligées à sept surveillants de la Santé Les syndicats des personnels pénitentiaires annoncent une journée d'action le 14 mars

Après la décision prise par l'administration pénitentiaire d'écarter pour huit jours, sans traitement, sept surveillants de la maison d'arrêt de la Santé (le Monde du 10 mars), les syndicats pénitentiaires — l'UAP et la CGT, qui devrait rejoindre FO — annoncent leur intention de faire du 14 mars, une journée « prisons mort » et de se soulever sur les levées. Les écrous, les extractions, les transfèreurs, les ateliers et les parloirs avec les avocats devraient ainsi être à nouveau bloqués. Les parloirs avec les familles fonctionneront normalement.

Les surveillants sanctionnés avaient participé dans la soirée du 7 mars à une « action collective violente », selon un communiqué de la chancellerie, contre des CRS en faction à l'intérieur de l'établissement, ce qui avait aussi entraîné une demande de sanction formulée par le directeur de la Santé, M. Jean Macé.

Les syndicats dénoncent l'« arbitraire » de ces mesures alors que,

selon eux, les surveillants entendaient réagir à une attitude « raciste » des CRS à l'égard d'un agent d'origine antillaise. Ils menacent de boycotter les comités techniques paritaires du 16 et du 29 mars qui doivent entériner les propositions de la chancellerie émises au cours du dernier conflit.

Ag.L.

GLOBE
DE MARS
DOCUMENT
20.000 FACHOS
A MOSCOU

Au Canada

Un mort et vingt-deux disparus dans la chute d'un Fokker-28

Un biréacteur Fokker-28 de la compagnie Air Ontario qui décollait, vendredi 10 mars, de Dryden (Ontario), au Canada, a percuté des arbres et a pris feu. Sur les soixante-sept personnes transportées, les sauveteurs ont dénombré un mort, vingt-deux disparus et quarante-six rescapés. Selon un porte-parole de la

compagnie, les disparus ont été vraisemblablement carbonisés, mais la nuit a empêché les sauveteurs de confirmer cette hypothèse. La cause de l'accident reste inconnue, mais la neige tombait abondamment et la visibilité était réduite au moment de l'accident.

EN BREF

● Dix morts dans un accident d'avion au Pérou. — Huit passagers américains et deux pilotes ont trouvé la mort, le vendredi 10 mars, à Lima (Pérou), leur avion de tourisme ayant heurté une antenne radio alors qu'il effectuait un atterrissage aux instruments. L'appareil revenait d'un survol du site archéologique de Nazca et un épais brouillard enveloppait la

capitale péruvienne. Trois personnes ont été blessées par la chute des débris de l'avion sur le chantier d'une université en construction. — (AFP, UPI.)

● AFRIQUE DU SUD : quatre Noirs condamnés à mort pour le meurtre de non-grévises. — Quatre Noirs employés des chemins de fer ont été condamnés à mort vendredi 10 mars à Johannesburg, pour les meurtres de quatre non-grévises au cours d'une grève en 1987. Quatre autres cheminots ont été reconnus coupables de meurtre avec circonstances atténuantes et condamnés à des peines de prison allant de huit à douze ans. Les huit accusés étaient membres du Syndicat des travailleurs des ports et des chemins de fer sud-africains.

● Petit Bateau : deux cent trente-trois suppressions d'emplois. — La direction de Petit Bateau Valton SA, dont le siège est à Troyes (Aube), annonce le 9 mars l'adoption d'un comité central d'entreprise un plan de deux cent trente-trois suppressions d'emplois, dont cent cinquante en préfabrique et cent vingt-huit licenciements économiques.

GLOBE
DE MARS
SPECIAL
FRIC ET CULTURE

SÉRIE LIMITÉE

OFFREZ-VOUS UN MARWAY

Chez l'artisan ébéniste, la « marque » n'est pas seulement un signe d'identification. Elle est avant tout le signe du soin particulier qu'il apporte à façonner un meuble de qualité. MARWAY le spécialiste du meuble anglais, vous garantit ce label d'exigence dans une série limitée, spécialement conçue à votre intention, marquée d'un certificat d'origine. Chaque exemplaire de ce scribon « Regency » est numéroté, signé.

Selon votre préférence, il peut être réalisé en If ou en acajou, intérieur rotatif et son écriture, gainé de cuir en vachette anglaise, 16 coloris au choix, sera frappé d'un monogramme à vos initiales, doré à l'or fin. Livré avec les produits d'entretien MARWAY, pour le bois et le cuir, il vous est proposé au prix spécial de **9800 F**.

Ce scribon exclusif est uniquement vendu dans les magasins MARWAY

A Paris : 10, 28, 28 bis, rue Richelieu.
Tél. : 42.86.23.33.
11, rue du Bac.
Tél. : 42.81.22.28.

En province :
Aix-en-Provence - Coen
Charlilly - Dijon - Lyon
Marseille - Rouen
St-Etienne - Toulouse

Où trouver Macintosh
sans vous compliquer la vie ?

Concessionnaire Agréé Grands Comptes

INTERNATIONAL COMPUTER

LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.

26, rue du Renard Paris 4° 42 72 26 26
64, av. du Prado Marseille 6° 91 37 25 03

A B C D E F G

550 من الأصل